

Le préavis ne peut excéder deux semaines.

**L. 1243-3** Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La rupture anticipée du contrat de travail à durée déterminée qui intervient à l'initiative du salarié en dehors des cas prévus aux articles **L. 1243-1** et **L. 1243-2** ouvre droit pour l'employeur à des dommages et intérêts correspondant au préjudice subi.

**L. 1243-4** LOI n°2011-525 du 17 mai 2011 - art. 49

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La rupture anticipée du contrat de travail à durée déterminée qui intervient à l'initiative de l'employeur, en dehors des cas de faute grave, de force majeure ou d'incapacité constatée par le médecin du travail, ouvre droit pour le salarié à des dommages et intérêts d'un montant au moins égal aux rémunérations qu'il aurait perçues jusqu'au terme du contrat, sans préjudice de l'indemnité de fin de contrat prévue à l'article **L. 1243-8**.

Toutefois, lorsque le contrat de travail est rompu avant l'échéance du terme en raison d'un sinistre relevant d'un cas de force majeure, le salarié a également droit à une indemnité compensatrice dont le montant est égal aux rémunérations qu'il aurait perçues jusqu'au terme du contrat. Cette indemnité est à la charge de l'employeur.

## *Section 2 : Échéance du terme du contrat et poursuite après échéance.*

**L. 1243-5** LOI n°2014-1545 du 20 décembre 2014 - art. 6

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le contrat de travail à durée déterminée cesse de plein droit à l'échéance du terme. Lorsqu'il est conclu en application du 6° de l'article **L. 1242-2**, il prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu après un délai de prévenance au moins égal à deux mois.

Toutefois, ce principe ne fait pas obstacle à l'application des dispositions relatives à la rupture du contrat de travail à durée déterminée :

1° Des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, prévues à l'article **L. 1226-19** ;

2° Des salariés titulaires d'un mandat de représentation mentionnés à l'article **L. 2412-1**.

### **service-public.fr**

- > Un arrêt de travail prolonge-t-il un CDD ? : Arrêt d'origine non professionnelle : article L1243-6
- > Qu'est-ce qu'un CDD à objet défini (ou CDD de mission) ? : Fin du contrat (article L1243-5)
- > Qu'est-ce qu'un CDD sans terme précis ? : Échéance du terme du contrat et poursuite après échéance
- > Comment calculer l'ancienneté pour le montant de l'indemnité de licenciement ? : Échéance du terme du CDD et poursuite après échéance (article L1243-11)
- > Renouvellement d'un contrat de travail à durée déterminée (CDD) : Échéance du terme du contrat et poursuite après échéance
- > Fin d'un contrat à durée déterminée (CDD) : Rupture à l'échéance
- > Le salarié touche-t-il la prime de précarité à la fin d'un contrat de travail ? : Exception au versement de la prime de précarité (article L1243-8 CDI et L1243-10)

**L. 1243-6** Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La suspension du contrat de travail à durée déterminée ne fait pas obstacle à l'échéance du terme.

**L. 1243-7** Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le contrat de travail à durée déterminée est conclu pour remplacer un salarié temporairement absent ou dont le contrat de travail est suspendu ou pour un remplacement effectué au titre des 4° et 5° de l'article **L.**